

La brèche

De la « Forteresse Europe » à la politique migratoire en Suisse



Conférence-débat

avec

Dario Lopreno

membre du syndicat SSP et militant dans la défense des migrants

Mercredi 14 octobre - 18h15

Uni-Mail – Salle MR160

L'université est étrangère à cet événement.

cerclelabreche.wordpress.com



Depuis le mois de janvier 2015 plus de 380'000 migrants et réfugiés ont rejoint l'Europe par la Méditerranée, selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Officiellement, 2'850 d'entre eux sont «morts ou ont été portés disparus». La liste des victimes de la dite «Forteresse Europe» est longue: plus de 1'500 migrants (moyenne) morts par an depuis l'an 2000 (plus de 23'000 en quinze ans !) dont les trois quarts en Méditerranée, selon l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM). La réalité est encore plus dramatique, car la Méditerranée n'est que l'une des voies de passages des migrants et que nombre de victime ne sont pas retrouvées ni connues.

Ces morts sont le résultat des dispositifs juridiques et militaro-policiers mis en place par les pays de l'Union européenne (UE) dans le but de «maîtriser les migrations»: accords de Schengen (1985) et Dublin I et II (1990 et 2002), création de l'agence Frontex (2004), système Eurodac (2000) pour la prise des empreintes digitales des demandeurs d'asile et des «clandestins», etc. Ces dispositifs impliquent la fermeture des routes légales et sûres pour une large partie des migrants. Dès lors, le marché des passeurs, si médiatisé par la presse, se développe et les conditions de voyage des migrants se détériorent.

Aujourd'hui, malgré l'élan de solidarité des populations européennes (distribution de nourriture et d'autres produits de première nécessité, points d'information, cours de langues, offres de logements privées, manifestations, etc.), aucun changement de fond ne se profile. Au contraire, la même politique meurtrière se répète. En dépit de l'accord trouvé par les 28 pays membres de l'UE visant à répartir 120'000 réfugiés d'ici

2017 (un chiffre dérisoire), le récent sommet de Bruxelles du 23 septembre sur la «crise migratoire» a pris deux mesures: renforcer le contrôle aux frontières extérieures de l'UE, afin de «mieux distinguer entre réfugiés économiques et réfugiés échappant à une persécution personnelle», et aider davantage financièrement les pays qui accueillent le plus de réfugiés (Turquie, Liban et Jordanie), pour les «stabiliser» dans «leurs» camps. À cela, s'ajoute un durcissement des législations nationales sur l'asile dans divers pays européens.

En Suisse, depuis 1983, la loi sur l'asile (LAsi) n'a cessé d'être durcie. Les dernières modifications s'inscrivent à la fois dans le contexte européen (fantasme des invasions barbares) et de l'initiative «Stop à l'immigration de masse» de l'Union démocratique du centre (UDC), acceptée le 9 février 2014, dont la mise en application est discutée sur le plan fédéral.

Dans le but de comprendre l'effet des politiques de la «Forteresse Europe» sur la vie et les droits de migrants, ainsi que de saisir le débat autour des modifications de la LAsi en Suisse, nous vous invitons à une conférence-débat mercredi 14 octobre 2015 dans la salle MR160. Dario Lopreno, membre du Syndicat des services publics (SSP) et militant actif de longue date dans la défense des migrants, introduira la discussion.

Qui sommes-nous?

facebook.com/cerclabreche

cerclabreche.wordpress.com

jimps@labreche.ch